

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Guylaine Giroux, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature  _____ Date 5 mai 2025 _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Bécancour

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Bécancour (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique A122600
Trois-Rivières, le 5 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	35 983 375	36 289 538	33 529 040
Compensations tenant lieu de taxes	2	258 600	270 303	253 383
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 110 372	9 518 305	4 975 829
Services rendus	5	1 017 866	1 365 903	1 075 061
Imposition de droits	6	1 589 650	1 580 518	3 989 783
Amendes et pénalités	7	100 000	139 095	103 940
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	488 831	760 322	867 972
Autres revenus	10	102 005	688 001	2 914 266
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	41 650 699	50 611 985	47 709 274
Charges				
Administration générale	14	7 104 770	6 833 280	6 431 508
Sécurité publique	15	5 383 510	5 014 679	4 676 656
Transport	16	8 511 605	9 005 049	8 445 537
Hygiène du milieu	17	9 679 560	10 185 291	8 518 084
Santé et bien-être	18	114 075	54 697	93 895
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 314 850	2 965 562	2 632 862
Loisirs et culture	20	5 370 775	5 422 708	4 735 349
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 130 890	2 157 812	1 623 505
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	41 610 035	41 639 078	37 157 396
Excédent (déficit) lié aux activités	25	40 664	8 972 907	10 551 878
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		112 166 723	101 614 845
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		112 166 723	101 614 845
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		121 139 630	112 166 723

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 322 996	9 862 477
Débiteurs (note 5)	2	19 004 620	17 119 908
Prêts (note 6)	3		165 654
Placements de portefeuille (note 7)	4	70 255	88 019
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	457 188	
Autres actifs financiers (note 8)	7	105 000	180 000
	8	27 960 059	27 416 058
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 100 000	4 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 514 265	6 955 059
Revenus reportés (note 11)	12	1 249 365	1 148 388
Dette à long terme (note 12)	13	66 313 666	61 661 599
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		51 479
Autres passifs (note 14)	15		
	16	79 177 296	74 316 525
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(51 217 237)	(46 900 467)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	171 049 588	157 754 924
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	321 594	358 718
Stocks de fournitures	20	431 165	496 849
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	554 520	456 699
	23	172 356 867	159 067 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	121 139 630	112 166 723
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	121 139 630	112 166 723
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	121 139 630	112 166 723

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	40 664	8 972 907	10 551 878
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	23 601 285)(	19 318 089)(	18 626 207)
Produit de cession	3		13 997	8 249
Amortissement	4	5 629 455	6 023 425	5 852 236
(Gain) perte sur cession	5		(13 997)	(8 249)
Réduction de valeur / Reclassement	6			243 562
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(17 971 830)	(13 294 664)	(12 530 409)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		37 124	(54 453)
Variation des stocks de fournitures	10		65 684	(72 241)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(97 821)	61 637
	13		4 987	(65 057)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(17 931 166)	(4 316 770)	(2 043 588)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(46 900 467)	(44 856 879)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(46 900 467)	(44 856 879)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(51 217 237)	(46 900 467)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 972 907	10 551 878
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	6 023 425	5 852 236
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(13 997)	(8 249)
▪ Provision pour moins-value	3.2	34 587	
	4	15 016 922	16 395 865
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 884 712)	(5 546 168)
Autres actifs financiers	6	75 000	20 000
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	294 664	467 448
Revenus reportés	8	100 977	58 671
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(508 667)	(278 526)
Propriétés destinées à la revente	10	37 124	189 109
Stocks de fournitures	11	65 684	(72 246)
Autres actifs non financiers	12	(97 821)	61 637
	13	13 099 171	11 295 790
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	19 053 547) (	19 463 589)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	13 997	8 249
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(19 039 550)	(19 455 340)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	46 390) (	46 750)
Remboursement ou cession	20	195 221	46
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		11 521
	23	148 831	(35 183)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	22 247 000	10 697 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	17 548 974) (	5 505 902)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(400 000)	4 500 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(45 959)	(29 411)
Autres			
▪	28.1		
	29	4 252 067	9 661 687
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 539 481)	1 466 954
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 862 477	8 395 523
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	9 862 477	8 395 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 322 996	9 862 477

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

Corporation régionale de Bécancour : 100 %

Corporation de promotion et de développement de Bécancour : 100 %

b) Partenariats

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska : 46,68 % (46,82% en 2023)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Sauf indications contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 10 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 10 %
Autres	10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale du comté de Bécancour relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value, s'il y a lieu, dans le cas d'un actif. Pour l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante: Valeur marchande de l'actif

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

Autres régimes (REER individuel, REER collectif et autres)

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 322 996	5 224 739
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		4 637 738
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	8 322 996	9 862 477
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	8 322 996	9 862 477
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	8 322 996	8 299 308
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	12 474 000	1 030 600

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financière, à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, aux revenus reportés et au financement non utilisé.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 949 188 \$ (1 437 641 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 784 001 \$ (776 264\$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 670 884	1 848 425
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	10 797 879	9 204 111
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	4 480 918	3 030 323
Organismes municipaux	13		11 170
Autres			
▪ Comptes à recevoir divers	14.1	547 401	870 518
▪ Droits de mutation immobilière	14.2	507 538	2 155 361
	15	19 004 620	17 119 908
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 781 125	5 472 525
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 781 125	5 472 525
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 066 089	2 352 491
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 351 517	3 540 577
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	811 943	1 238 384
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	1 568 330	2 072 659
	27	10 797 879	9 204 111

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,41% à 4,48 % (2,11 % à 4,48 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 862 666 \$, portent intérêt à un taux de 3,94 % et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		123 066
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Fonds soutien Centre-du-Québec	30.1		42 588
	31		165 654
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	70 255	88 019
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	70 255	88 019
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de participations dans les fonds de garantie.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪ Autres	41.1	105 000	180 000
	42	105 000	180 000

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 15 604 000 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,4 % soit 5,05%, au taux préférentiel soit 5,45 % (taux variant du taux préférentiel moins 0,4 % soit 6,80 % au taux préférentiel, soit 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville.

Les organismes du périmètre comptable bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	4 194 930	3 312 126
Salaires et avantages sociaux	44	774 051	918 940
Dépôts et retenues de garantie	45	1 870 652	2 255 624
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Frais courus	47.1	674 632	468 369
	48	7 514 265	6 955 059

Note

Les fournisseurs ainsi que les dépôt et retenues de garantie inclus un montant de 3 612 093 \$ au 31 décembre 2024 relatif à des acquisitions d'immobilisations corporelles (3 347 551 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	90 152	65 408
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres	54.1	65 182	
▪ Régie - Éco-centre	54.2	146 813	218 974
▪ S.H.Q. Pyrrhotite	54.3	140 411	140 411
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	476 887	435 936
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	150 984	117 026
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres - Fibres optique	62.1	150 000	150 000
▪ Autres	62.2	28 936	20 633
	63	1 249 365	1 148 388

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,50	2025	2029	64	65 362 900	60 608 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,09	2,09	2025	2025	69	1 426 406	1 482 380
					70	66 789 306	62 091 280
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(475 640)	(429 681)
					72	66 313 666	61 661 599

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		14 112 000		1 426 406	15 538 406
2026	74		10 672 000			10 672 000
2027	75		9 685 900			9 685 900
2028	76		10 396 000			10 396 000
2029	77		20 497 000			20 497 000
2030 et plus	78					
	79		65 362 900		1 426 406	66 789 306
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		65 362 900		1 426 406	66 789 306

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	457 188	(51 479)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	457 188	(51 479)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	315 233	347 774
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	37 458	39 777
	90	352 691	387 551

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	59 657 208	1 162 164		60 819 372
Eaux usées	102	54 621 044	572 266		55 193 310
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	71 945 888	755 628		72 701 516
Autres					
▪ Autres	104.1	11 741 442	649 376		12 390 818
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	24 274 887	242 561		24 517 448
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	5 115 013	508 434		5 623 447
Ameublement et équipement de bureau	109	1 600 463	302 221		1 902 684
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 374 466	408 946		5 783 412
Terrains	111	1 732 596			1 732 596
Autres	112	236 098			236 098
	113	236 299 105	4 601 596		240 900 701
Immobilisations en cours	114	31 085 767	14 716 493		45 802 260
	115	267 384 872	19 318 089		286 702 961

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	116	35 626 453	1 198 380		36 824 833
Eaux usées	117	15 725 445	1 370 322		17 095 767
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	32 968 569	1 828 339		34 796 908
Autres					
▪ Autres	119.1	6 696 924	318 393		7 015 317
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	10 482 016	581 046		11 063 062
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 626 589	240 071		3 866 660
Ameublement et équipement de bureau	124	1 254 476	130 709		1 385 185
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 096 081	341 809		3 437 890
Autres	126	153 395	14 356		167 751
	127	109 629 948	6 023 425		115 653 373
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	157 754 924			171 049 588

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	321 594	358 718
Autres	134		
	135	321 594	358 718
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	321 594	358 718

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	554 520	456 699
Autres			
▪	144.1		
	145	554 520	456 699

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la Ville**

L'Office municipal d'habitation de Bécancour, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit pour l'ensemble immobilier se situant sur son territoire.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Bécancour. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 42 871 \$ ainsi qu'un montant estimé de 5 430 000 \$ pour le déploiement de la fibre-optique.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes du périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques. Le budget consolidé exclut les organismes Corporation régionale de Bécancour et Corporation promotion et développement de Bécancour puisqu'ils n'ont pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs (excluant les taxes à la consommation à recevoir), aux prêts et aux autres actifs financiers. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs (excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada), des prêts, des autres actifs financiers et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2024 et 2023. Toutefois, les actifs financiers en souffrance non dépréciés au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 668 306	1 655 520
Entre un an et deux ans	231 359	210 040
Entre deux et trois ans	21 233	118 100
Plus de trois ans	84 029	38 142
Total	2 004 927	2 021 802

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) aurait donné lieu à une augmentation ou une diminution de l'excédent (du déficit) de l'exercice d'environ 640 000 \$ (environ 615 000 \$ au 31 décembre 2023). Cette variation n'aurait toutefois pas d'incidence significative sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans
Créditeurs et charges à payer	7 514 265		
Emprunts temporaires	4 100 000		
Dette à long terme	17 768 694	23 923 070	32 708 275
Total	29 382 959	23 923 070	32 708 275

27. Fond de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financière de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	33 529 040	35 983 375	36 257 003			36 257 003
Compensations tenant lieu de taxes	2	253 383	258 600	270 303			270 303
Quotes-parts	3					1 490 306	
Transferts	4	3 272 681	1 649 720	1 673 031		692 404	2 218 935
Services rendus	5	941 703	982 590	1 237 283		128 620	1 365 903
Imposition de droits	6	3 989 783	1 589 650	1 580 518			1 580 518
Amendes et pénalités	7	103 940	100 000	139 095			139 095
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	853 911	480 000	744 431		15 891	760 322
Autres revenus	10	709 394	102 005	619 196		151	619 347
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	43 653 835	41 145 940	42 520 860		2 327 372	43 211 426
Investissement							
Taxes	13			32 535			32 535
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 208 907		7 227 209		72 161	7 299 370
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	2 034 785		68 654			68 654
Autres	18	142 059					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 385 751		7 328 398		72 161	7 400 559
	22	47 039 586	41 145 940	49 849 258		2 399 533	50 611 985
Charges							
Administration générale	23	6 121 428	6 944 270	6 504 005	164 051	165 224	6 833 280
Sécurité publique	24	4 389 100	5 091 960	4 723 081	291 598		5 014 679
Transport	25	6 386 338	6 509 105	6 880 017	2 125 032		9 005 049
Hygiène du milieu	26	5 536 575	6 683 465	7 294 421	2 643 319	1 737 857	10 185 291
Santé et bien-être	27	93 895	114 075	54 697			54 697
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 742 254	3 253 100	3 041 072	70 990		2 965 562
Loisirs et culture	29	3 727 143	4 776 525	4 417 735	595 363	409 610	5 422 708
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 623 505	2 130 890	2 157 812			2 157 812
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 718 780	5 629 455	5 890 353 (	5 890 353)		
	34	36 339 018	41 132 845	40 963 193		2 312 691	41 639 078
Excédent (déficit) lié aux activités	35	10 700 568	13 095	8 886 065		86 842	8 972 907

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	10 700 568	13 095	8 886 065	86 842	8 972 907
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 385 751) (	) (	7 328 398) (	72 161) (	7 400 559)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	7 314 817	13 095	1 557 667	14 681	1 572 348
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	5 718 780	5 629 455	5 890 353	133 072	6 023 425
Produit de cession	5	8 249	45 720	13 997		13 997
(Gain) perte sur cession	6	(8 249)	3 000	(13 997)		(13 997)
Réduction de valeur / Reclassement	7	243 562				
	8	5 962 342	5 678 175	5 890 353	133 072	6 023 425
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	189 109	50 000	40 215		40 215
Réduction de valeur / Reclassement	10	(243 562)				
	11	(54 453)	50 000	40 215		40 215
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	46		195 221		195 221
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	11 161		34 587		34 587
	15	11 207		229 808		229 808
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	155 629		91 545		91 545
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 988 621) (	4 302 070) (	4 553 540) (	55 974) (	4 609 514)
	18	(3 832 992)	(4 302 070)	(4 461 995)	(55 974)	(4 517 969)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	7 250 184) (	1 116 685) (	1 378 580) (	50 146) (	1 428 726)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	679 307	392 485	283 483		283 483
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 720 564		704 234		704 234
Réserves financières et fonds réservés	22	(521 714)	(725 000)	(163 364)		(163 364)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(78 607)	10 000	2 701		2 701
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(5 450 634)	(1 439 200)	(551 526)	(50 146)	(601 672)
	26	(3 364 530)	(13 095)	1 146 855	26 952	1 173 807
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 950 287		2 704 522	41 633	2 746 155

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 385 751	7 328 398	72 161	7 400 559
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	434 684)(	487 491)(	122 307)(	609 798)
Sécurité publique	3 (	148 508)(	1 427 676)(	)	1 427 676)
Transport	4 (	7 111 435)(	7 988 943)(	)	7 988 943)
Hygiène du milieu	5 (	7 987 344)(	5 535 384)(	)	5 535 384)
Santé et bien-être	6 (	166)(	11 301)(	)	11 301)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	687 474)(	569 862)(	)	569 862)
Loisirs et culture	8 (	2 248 391)(	3 175 125)(	)	3 175 125)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	18 618 002)(	19 195 782)(	122 307)(	19 318 089)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	)	3 090)(	)	3 090)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	46 390)(	46 390)(	)	46 390)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	9 510 771	7 548 198		7 548 198
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	7 250 184	1 378 580	50 146	1 428 726
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	705 685	3 798 103		3 798 103
Excédent de fonctionnement affecté	17	816 163	175 359		175 359
Réserves financières et fonds réservés	18	59 891	161 064		161 064
	19	8 831 923	5 513 106	50 146	5 563 252
	20	(321 698)	(6 183 958)	(72 161)	(6 256 119)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 064 053	1 144 440		1 144 440

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 905 348		7 280 408	1 042 588	8 322 996
Débiteurs (note 5)	2	16 288 539		18 395 644	608 976	19 004 620
Prêts (note 6)	3	165 654				
Placements de portefeuille (note 7)	4	88 019		70 255		70 255
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			457 188		457 188
Autres actifs financiers (note 8)	7	565 000		365 000		105 000
	8	26 012 560		26 568 495	1 651 564	27 960 059
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 500 000		4 100 000	260 000	4 100 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 684 859		7 220 315	293 950	7 514 265
Revenus reportés (note 11)	12	926 300		1 102 552	146 813	1 249 365
Dette à long terme (note 12)	13	60 179 219		64 887 260	1 426 406	66 313 666
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	51 479				
Autres passifs (note 14)	15					
	16	72 341 857		77 310 127	2 127 169	79 177 296
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(46 329 297)		(50 741 632)	(475 605)	(51 217 237)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	154 391 692		167 697 134	3 352 454	171 049 588
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	358 718		321 594		321 594
Stocks de fournitures	20	496 849		431 165		431 165
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	449 878		545 657	8 863	554 520
	23	155 697 137		168 995 550	3 361 317	172 356 867
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 521 978		5 780 726	885 651	6 666 377
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 201 097		3 702 299	74 013	3 776 312
Réserves financières et fonds réservés	26	1 344 898		1 347 198		1 347 198
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	30 362) (		19 054) (	) (	19 054)
Financement des investissements en cours	28	(2 832 297)		(2 704 467)		(2 704 467)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	100 162 526		110 147 216	1 926 048	112 073 264
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	109 367 840		118 253 918	2 885 712	121 139 630
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	12 374 915	11 522 541	11 677 659	9 452 025
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 511 510	2 026 646	2 035 811	1 787 098
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	187 125	195 262	195 262	
Autres biens et services	8	11 886 045	14 442 657	16 442 581	15 465 624
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 999 948	2 072 543	2 072 543	1 494 693
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	125 442	125 442	125 442	130 844
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	5 500	(40 173)	(40 173)	(2 032)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 459 475	2 458 648	968 342	940 741
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	3 920 430	2 269 064	2 122 564	1 899 377
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	5 629 455	5 890 353	6 023 425	5 852 236
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	33 000	210	15 622	136 790
	22	41 132 845	40 963 193	41 639 078	37 157 396

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 666 377	7 440 009
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 776 312	4 201 097
Réserves financières et fonds réservés	3	1 347 198	1 344 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	19 054)(	30 362)
Financement des investissements en cours	5	(2 704 467)	(2 832 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	112 073 264	102 043 378
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	121 139 630	112 166 723
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 780 726	6 521 978
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	885 651	918 031
	11	6 666 377	7 440 009
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets d'investissements	12.1	1 659 792	1 766 105
▪ Fibre optique - MRC	12.2	2 042 507	2 042 507
▪ Budget année subséquente	12.3		392 485
	13	3 702 299	4 201 097
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets	14.1	74 013	
	15	74 013	
	16	3 776 312	4 201 097

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Règlement #1696 - Vidange des boues	17.1	128 140	490 005
▪ Mesures d'urgence	17.2	26 685	
▪ Normes SST	17.3	1 400	
▪ Ressources humaines	17.4	25 140	
	18	181 365	490 005
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	976 416	725 931
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	23 802	23 802
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	165 615	105 160
Autres			
▪	30.1		
	31	1 165 833	854 893
	32	1 347 198	1 344 898

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	280 808)(	294 817)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪	55.1 (	)(	)
	56 (	280 808)(	294 817)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	261 754	264 455
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	261 754	264 455
	63 (	19 054)(	30 362)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	4 194 667	5 726 450
Investissements à financer	65 (	6 899 134)(	8 558 747)
	66	(2 704 467)	(2 832 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	171 049 588	157 754 924
Propriétés destinées à la revente	68	321 594	358 718
Prêts	69		165 654
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	70 255	88 019
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	171 441 437	158 367 315
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	171 441 437	158 367 315
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	66 313 666)(	61 661 599)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	475 640)(	429 681)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 781 125	5 472 525
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	280 808	294 818
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	359 200	
	80 (	59 368 173)(	56 323 937)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	59 368 173)(	56 323 937)
	83	112 073 264	102 043 378

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Bécancour, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2023, est un régime contributif. Jusqu'au 31 décembre 2016 pour les cadres et jusqu'au 31 décembre 2013 pour les employés syndiqués, la rente annuelle d'un participant est égale à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les cadres et à 1,5 % de son salaire final moyen 5 ans pour les employés syndiqués. À compter du 1^{er} janvier 2014 pour les employés syndiqués et du 1^{er} janvier 2017 pour les cadres, le régime est de type salaire carrière indexé avec le crédit de rente du même pourcentage que pour le service avant ces dates. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (51 479)	(330 005)
Charge de l'exercice	4 (315 233)	(347 774)
Cotisations versées par l'employeur	5 823 900	626 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 457 188	(51 479)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 26 709 800	24 657 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (26 286 000)	(24 034 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 423 800	623 100
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 33 388	(674 579)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 457 188	(51 479)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 457 188	(51 479)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 265 400	1 040 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 265 400	1 040 900
Cotisations salariales des employés	21 (	815 000)(	606 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	450 400	434 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(94 267)	(82 626)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	356 133	351 674
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	1 375 400	1 264 600
Rendement espéré des actifs	32 (	1 416 300)(	1 268 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(40 900)	(3 900)
Charge de l'exercice	34	315 233	347 774
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	2 052 900	2 026 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	1 416 300)(	1 268 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	636 600	758 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(1 250 300)	(330 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	(1 639 100)	1 237 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	3 912 400	3 307 200
DMERCA du nouveau volet	45	15	15
DMERCA de l'ancien volet	46	15	15
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,85 %	5,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,65 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ce régime, qui est administré par Retraite Québec, est un régime à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des Normes comptables pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par lui pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	11 115	11 801
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	37 458	39 777
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	37 458	39 777

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	28 611 645	28 691 232	26 987 801
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	85 130	86 139	85 462
Activités de fonctionnement	8	12 455	12 746	12 453
Activités d'investissement	9		32 535	
Autres	10			
	11	28 709 230	28 822 652	27 085 716
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 194 280	3 153 097	2 709 205
Égout	13	1 060 000	1 074 314	942 983
Traitement des eaux usées	14	30 275	46 554	41 711
Matières résiduelles	15	1 486 165	1 498 563	1 326 899
Autres				
Autres	16.1	300	350	300
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 503 125	1 694 008	1 422 207
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	7 274 145	7 466 886	6 443 305
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			19
Autres	24			
	25			19
	26	7 274 145	7 466 886	6 443 324
	27	35 983 375	36 289 538	33 529 040

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	17 780	18 708	18 708	17 829
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31	13 200	13 885	13 885	13 200
Cégeps et universités	32				
Écoles primaires et secondaires	33	104 670	111 583	111 583	100 529
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35	135 650	144 176	144 176	131 558
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36	110 850	113 688	113 688	109 835
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39	110 850	113 688	113 688	109 835
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41	12 100	12 439	12 439	11 990
	42	12 100	12 439	12 439	11 990
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	258 600	270 303	270 303	253 383

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	3 720	3 720	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	4 400	15 293	7 722
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	443 225	468 370	1 109 998
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	20 925	14 146	464 650
Réseau de distribution de l'eau potable	64	8 000	7 997	125 061
Traitement des eaux usées	65		116 453	1 060 135
Réseaux d'égout	66	38 540	79 149	40 537
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		521 938	486 962
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72	67 495	67 488	70 670
Protection de l'environnement	73			
Autres	74		916	962

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	225 700	1 695	1 695
Promotion et développement économique	81			86 810
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	14 475	14 486	14 486
Activités culturelles				17 313
Bibliothèques	84	74 000	71 433	71 433
Autres	85	3 000	26 050	67 636
Réseau d'électricité	86			6 317
	87	896 760	863 230	1 409 134
				3 544 773

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	44 889	44 889	
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	613 037	613 037	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	4 635 064	4 635 064	718 755
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	1 380 800	1 380 800	490 152
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110		72 161	
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	549 448	549 448	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	3 971	3 971	
Réseau d'électricité	127			
	128	7 227 209	7 299 370	1 208 907

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non auditée	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	752 960	752 960	752 960
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			222 149
Autres	138		56 841	56 841
	139	752 960	809 801	809 801
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 649 720	8 900 240	9 518 305
				222 149
				4 975 829

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	120 000	125 184	125 184
Sécurité civile	148			95 658
Autres	149			
	150	120 000	125 184	125 184
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	10 000		34 060
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	10 000		34 060
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	277 425	274 346	274 346
Réseau de distribution de l'eau potable	158			246 517
Traitement des eaux usées	159	50 000	133 578	133 578
Réseaux d'égout	160			80 849
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	1 500		1 500
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168		33 819	32 493
	169	328 925	407 924	441 743
				361 359

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	458 925	533 108	566 927
				491 077

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	6 140	6 166	5 900
	188	6 140	6 166	5 900
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196	865		
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	865		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	80 000	147 135	101 129
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	15 000	114 457	14 702
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	200	6 351	3 105
Matières recyclables	209			
Autres	210		1 364	3 365
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	95 200	267 943	122 301

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	5 000	28 468	28 468
Autres	223	20 000	14 170	14 170
	224	25 000	42 638	42 638
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	308 925	374 631	374 631
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	6 230	8 244	8 244
Autres	227	81 305	4 553	97 990
	228	396 460	387 428	480 865
Réseau d'électricité	229			
	230	523 665	704 175	798 976
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	982 590	1 237 283	1 365 903
				1 075 061

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	75 000	210 053	210 053	103 558
Droits de mutation immobilière 233	1 500 000	1 348 745	1 348 745	3 866 270
Droits sur les carrières et sablières 234				
Autres 235	14 650	21 720	21 720	19 955
	236	1 589 650	1 580 518	3 989 783
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	100 000	139 095	139 095	103 940
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	480 000	744 431	760 322	867 972
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240	4 000	13 997	13 997	8 249
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242		127 743	127 743	597 214
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244		68 654	68 654	2 034 785
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246	14 400	12 130	12 130	22 175
Autres contributions 247		2 000	2 000	2 000
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	83 605	463 326	463 477	249 843
	250	102 005	688 001	2 914 266
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	501 110	474 222		474 222	490 439	491 324
Greffé et application de la loi	2	777 025	764 074	273	764 347	764 347	776 945
Gestion financière et administrative	3	2 694 975	2 861 936	124 780	2 986 716	3 135 723	2 487 261
Évaluation	4	259 610	251 374		251 374	251 374	260 708
Gestion du personnel	5	674 955	121 147		121 147	121 147	370 684
Autres							
▪ Autres	6.1	2 036 595	2 031 252	38 998	2 070 250	2 070 250	2 044 586
	7	6 944 270	6 504 005	164 051	6 668 056	6 833 280	6 431 508
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 881 650	2 851 797		2 851 797	2 851 797	2 706 304
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	2 027 390	1 649 216	275 817	1 925 033	1 925 033	1 769 633
Sécurité civile	11	137 745	173 763	15 781	189 544	189 544	153 300
Autres	12	45 175	48 305		48 305	48 305	47 419
	13	5 091 960	4 723 081	291 598	5 014 679	5 014 679	4 676 656
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 871 630	1 803 639	1 891 479	3 695 118	3 695 118	3 397 649
Enlèvement de la neige	15	3 148 510	3 190 355	20 798	3 211 153	3 211 153	3 062 554
Éclairage des rues	16	130 640	133 136	5 663	138 799	138 799	148 331
Circulation et stationnement	17	197 000	235 594		235 594	235 594	228 452
Transport collectif							
Transport en commun	18	181 860	181 855		181 855	181 855	174 021
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	979 465	1 335 438	207 092	1 542 530	1 542 530	1 434 530
	22	6 509 105	6 880 017	2 125 032	9 005 049	9 005 049	8 445 537

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 440 255	1 330 081	202 442	1 532 523	1 532 523	1 450 808
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 353 995	1 410 641	899 404	2 310 045	2 310 045	2 097 999
Traitement des eaux usées	25	708 470	1 332 035	555 258	1 887 293	1 887 293	1 235 869
Réseaux d'égout	26	351 595	285 425	937 231	1 222 656	1 222 656	1 163 834
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 614 230	1 615 375		1 615 375	575 843	549 421
Élimination	28					422 678	407 931
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29					627 683	655 429
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31					72 018	82 625
Traitement	32					5 378	6 438
Matériaux secs							
Autres	34					123 003	97 095
Plan de gestion							
Autres	36					4 365	4 326
Cours d'eau	37	35 050	46 125	37 273	83 398	83 398	71 137
Protection de l'environnement	38	44 690	38 076	6 216	44 292	44 292	34 984
Autres	39	1 135 180	1 236 663	5 495	1 242 158	1 274 116	660 188
	40	6 683 465	7 294 421	2 643 319	9 937 740	10 185 291	8 518 084
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	114 075	54 697		54 697	54 697	93 895
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	114 075	54 697		54 697	54 697	93 895

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 157 340	1 126 148	6 872	1 133 020	1 133 020	1 060 023
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	313 990	40 166		40 166	40 166	131 491
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	864 930	875 817		875 817	875 817	660 140
Tourisme	50	359 675	358 210	63 594	421 804	275 304	175 019
Autres	51						
Autres	52	557 165	640 731	524	641 255	641 255	606 189
	53	3 253 100	3 041 072	70 990	3 112 062	2 965 562	2 632 862
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	784 510	645 279	111 908	757 187	757 187	722 075
Patinoires intérieures et extérieures	55	493 850	552 120	112 549	664 669	664 669	581 513
Piscines, plages et ports de plaisance	56	64 895	41 034	36 516	77 550	77 550	74 856
Parcs et terrains de jeux	57	1 664 485	1 536 691	216 810	1 753 501	1 753 501	1 412 751
Parcs régionaux	58	63 350	63 350	22 590	85 940	85 940	82 802
Expositions et foires	59	195 130	169 534		169 534	169 534	150 258
Autres	60	54 645	21 384	887	22 271	431 881	428 464
	61	3 320 865	3 029 392	501 260	3 530 652	3 940 262	3 452 719
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	164 190	160 162	3 906	164 068	164 068	144 758
Bibliothèques	63	650 280	601 660	54 532	656 192	656 192	622 170
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	148 445	250 754	35 665	286 419	286 419	193 802
Autres ressources du patrimoine	65	96 160	78 900		78 900	78 900	65 897
Autres	66	396 585	296 867		296 867	296 867	256 003
	67	1 455 660	1 388 343	94 103	1 482 446	1 482 446	1 282 630
	68	4 776 525	4 417 735	595 363	5 013 098	5 422 708	4 735 349

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	2 020 475	2 036 184		2 036 184	2 036 184	1 482 727
Autres frais	71	104 915	161 801		161 801	161 801	142 810
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(40 900)		(40 900)	(40 900)	(3 900)
Autres	73	5 500	727		727	727	1 868
	74	2 130 890	2 157 812		2 157 812	2 157 812	1 623 505
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	5 629 455	5 890 353 (	5 890 353)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	731 478	731 478	2 939 250
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 398 946	4 398 953	4 692 377
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 891 664	5 891 664	5 410 139
Ponts, tunnels et viaducs	7	115 231	115 231	29 571
Systèmes d'éclairage des rues	8	189 713	189 713	36 305
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 335 271	1 335 271	1 871 303
Autres infrastructures	11	703 594	825 901	240 440
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	199 247	199 247	9 449
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 572 167	1 572 167	304 545
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	3 220 600	3 220 600	1 654 591
Ameublement et équipement de bureau	18	252 120	252 120	355 610
Machinerie, outillage et équipement divers	19	482 335	482 335	438 141
Terrains	20	1 216	1 216	636 281
Autres	21	102 200	102 193	8 205
	22	19 195 782	19 318 089	18 626 207

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	146 586	146 586	2 725 090
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 839 235	2 839 242	4 121 284
Autres infrastructures	5	6 480 791	6 480 798	6 945 278
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	584 892	584 892	214 160
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	1 559 711	1 559 711	571 093
Autres infrastructures	10	1 754 682	1 876 982	642 480
Autres immobilisations corporelles	11	5 829 885	5 829 878	3 406 822
	12	19 195 782	19 318 089	18 626 207

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	23 802			23 802
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 374 646	4 795 766	6 109 978	12 060 434
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	41 737 927	15 317 977	10 558 365	46 497 539
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	55 136 375	20 113 743	16 668 343	58 581 775
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 472 525	2 133 257	824 657	6 781 125
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 472 525	2 133 257	824 657	6 781 125
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 472 525	2 133 257	824 657	6 781 125
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	1 482 380		55 974	1 426 406
	18	6 954 905	2 133 257	880 631	8 207 531
	19	62 091 280	22 247 000	17 548 974	66 789 306
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	62 091 280	22 247 000	17 548 974	66 789 306

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	65 362 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 897 672
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	23 802
Débiteurs	8	6 781 125
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	140 722
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	65 314 923
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 426 406
Endettement net à long terme	14	66 741 329
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	42 871
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	66 784 200
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	66 784 200
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	246 110	238 532	238 532	238 847
Autres	3	167 860	147 227	147 227	162 903
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	10 385	11 093	11 093	10 077
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	1 490 890	1 490 714	408	754
Cours d'eau	13	35 050	46 125	46 125	34 014
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	206 255	188 617	188 617	200 167
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	248 120	280 988	280 988	240 794
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	54 805	55 352	55 352	53 185
Réseau d'électricité	24				
	25	2 459 475	2 458 648	968 342	940 741

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		280 329
Charges sociales	2		65 094
Biens et services	3	18 943 533	17 932 335
Frais de financement	4	252 249	340 244
Autres	5		
	6	19 195 782	18 618 002

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	31,00	35,00	53 036,00	3 483 324	738 289	4 221 613
Professionnels	2						
Cols blancs	3	50,00	32,50	83 803,00	2 916 721	194 143	3 110 864
Cols bleus	4	53,00	40,00	109 210,00	3 965 587	919 462	4 885 049
Policiers	5						
Pompiers	6	11,00	38,50	21 050,00	833 072	112 259	945 331
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	145,00		267 099,00	11 198 704	1 964 153	13 162 857
Élus	9	7,00			323 837	62 493	386 330
	10	152,00			11 522 541	2 026 646	13 549 187

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	468 370				468 370
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	14 146	2 194 007	2 441 057		4 649 210
Réseau de distribution de l'eau potable	3	7 997				7 997
Traitement des eaux usées	4	116 453	421 931	958 869		1 497 253
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 056 054	187 326	1 034 030		2 277 410
	7	1 663 020	2 803 264	4 433 956		8 900 240

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	263	294
	4	263	294
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	127 969	78 661
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	127 969	78 661
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	332 533	332 487
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	524 500	296 102
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	857 033	628 589
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	80 958	76 184
Réseau de distribution de l'eau potable	18	337 642	266 530
Traitement des eaux usées	19	170 418	152 177
Réseaux d'égout	20	513 955	351 787
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	1 102 973	846 678
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	1 996	2 504
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	1 996	2 504
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	61 770	60 584
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	5 808	6 195
Autres	40		
	41	67 578	66 779
Réseau d'électricité	42		
	43	2 157 812	1 623 505

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lucie Allard	1.1	Maire	84 407	19 422	7 688	3 844
Guillaume Carignan	1.2	Conseiller	26 212	13 106		
Pascal Doucet	1.3	Conseiller	24 004	12 002		
Annie Gauthier	1.4	Conseiller	25 770	12 885	674	337
Jasmine Hébert	1.5	Conseiller	23 562	11 781		
Marion Lamothe	1.6	Conseiller	23 562	11 781	3 641	1 821
Pierre Moras	1.7	Conseiller	23 562	11 781	5 090	1 045

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 40 951 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 33 958 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 491 362 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 68 654 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

R-1638 : 41 232 \$

R-5751 : 3 997 \$

R-5885 : 23 425 \$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 152 878 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 378 889 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024	65 ☒ X 66 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024	68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD Total des frais encourus admissibles au volet Entretien : a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été - Systèmes de sécurité - Chaussées pavées - entretien préventif - Chaussées pavées - entretien palliatif - Chaussées en gravier - entretien préventif - Chaussées en gravier - entretien palliatif - Systèmes de drainage - Abords de routes - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été b) Dépenses d'investissement ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été c) Total des frais encourus admissibles d) Description des dépenses d'investissement ▪ Relatives à l'entretien d'hiver : Machinerie, etc. ▪ Relatives à l'entretien d'été : Pavage, luminaires, équipements, camionnettes, camions, etc.	69 <u>411 340</u> \$ 70 <u>1 885 450</u> \$ 71 81 225 \$ 72 1 742 760 \$ 73 \$ 74 137 240 \$ 75 \$ 76 \$ 77 333 136 \$ 78 <u>2 294 361</u> \$ 79 <u>3 606</u> \$ 80 <u>1 576 197</u> \$ 81 <u>5 759 614</u> \$
e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications : f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :	

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 25-186

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-07

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 23-591

b) Date d'adoption de la résolution 86 2023-11-06

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 2

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 305

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-06

Nom du signataire : Me Isabelle Auger St-Yves

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-05 09:38

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	43 653 835	41 145 940	42 520 860	2 327 372	43 211 426
Investissement	2	3 385 751		7 328 398	72 161	7 400 559
	3	47 039 586	41 145 940	49 849 258	2 399 533	50 611 985
Charges	4	36 339 018	41 132 845	40 963 193	2 312 691	41 639 078
Excédent (déficit) lié aux activités	5	10 700 568	13 095	8 886 065	86 842	8 972 907
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 385 751)(	) (	7 328 398)(	72 161)(	7 400 559)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	7 314 817	13 095	1 557 667	14 681	1 572 348
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 718 780	5 629 455	5 890 353	133 072	6 023 425
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	155 629		91 545		91 545
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 988 621)(	4 302 070)(	4 553 540)(	55 974)(	4 609 514)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	7 250 184)(	1 116 685)(	1 378 580)(	50 146)(	1 428 726)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 799 550	(322 515)	827 054		827 054
Autres éléments de conciliation	13	200 316	98 720	270 023		270 023
	14	(3 364 530)	(13 095)	1 146 855	26 952	1 173 807
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 950 287		2 704 522	41 633	2 746 155

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 905 348	7 280 408	8 322 996
Débiteurs	2	16 288 539	18 395 644	17 119 908
Prêts	3	165 654		165 654
Placements de portefeuille	4	88 019	70 255	70 255
Autres	5	565 000	822 188	562 188
	6	26 012 560	26 568 495	27 960 059
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	4 500 000	4 100 000	4 100 000
Créditeurs et charges à payer	9	6 684 859	7 220 315	7 514 265
Revenus reportés	10	926 300	1 102 552	1 249 365
Dette à long terme	11	60 179 219	64 887 260	66 313 666
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	51 479		51 479
Autres	13			
	14	72 341 857	77 310 127	79 177 296
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(46 329 297)	(50 741 632)	(51 217 237)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	154 391 692	167 697 134	171 049 588
Autres	17	1 305 445	1 298 416	1 307 279
	18	155 697 137	168 995 550	172 356 867
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	6 521 978	5 780 726	6 666 377
Excédent de fonctionnement affecté	20	4 201 097	3 702 299	3 776 312
Réserves financières et fonds réservés	21	1 344 898	1 347 198	1 347 198
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	30 362)(	19 054)(	19 054)(
Financement des investissements en cours	23	(2 832 297)	(2 704 467)	(2 704 467)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	100 162 526	110 147 216	112 073 264
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	109 367 840	118 253 918	121 139 630

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets d'investissements	1.1	1 659 792	1 766 105
▪ Fibre optique - MRC	1.2	2 042 507	2 042 507
▪ Budget année subséquente	1.3		392 485
	2	3 702 299	4 201 097
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	74 013	
	4	3 776 312	4 201 097
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Règlement #1696 - Vidange des boues	5.1	128 140	490 005
▪ Mesures d'urgence	5.2	26 685	
▪ Normes SST	5.3	1 400	
▪ Ressources humaines	5.4	25 140	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	976 416	725 931
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	23 802	23 802
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	165 615	105 160
Autres			
▪	14.1		
	15	1 347 198	1 344 898
	16	5 123 510	5 545 995

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	65 314 923
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	66 784 200
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	23 802	23 802
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	46 497 539	41 737 927
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	12 060 434	13 374 646
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 781 125	5 472 525
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 426 406	1 482 380
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	66 789 306	62 091 280

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	33 529 040	35 983 375	36 257 003	36 257 003
Compensations tenant lieu de taxes	13	253 383	258 600	270 303	270 303
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 272 681	1 649 720	1 673 031	2 218 935
Services rendus	16	941 703	982 590	1 237 283	1 365 903
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	4 093 723	1 689 650	1 719 613	1 719 613
Autres	18	1 563 305	582 005	1 363 627	1 379 669
	19	43 653 835	41 145 940	42 520 860	43 211 426
Investissement					
Taxes	20			32 535	32 535
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 208 907		7 227 209	7 299 370
Autres	23	2 176 844		68 654	68 654
	24	3 385 751		7 328 398	7 400 559
	25	47 039 586	41 145 940	49 849 258	50 611 985

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	6 944 270	6 504 005	164 051	6 668 056	6 833 280	6 431 508
Sécurité publique							
Police	2	2 881 650	2 851 797		2 851 797	2 851 797	2 706 304
Sécurité incendie	3	2 027 390	1 649 216	275 817	1 925 033	1 925 033	1 769 633
Autres	4	182 920	222 068	15 781	237 849	237 849	200 719
Transport							
Réseau routier	5	5 347 780	5 362 724	1 917 940	7 280 664	7 280 664	6 836 986
Transport collectif	6	181 860	181 855		181 855	181 855	174 021
Autres	7	979 465	1 335 438	207 092	1 542 530	1 542 530	1 434 530
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 854 315	4 358 182	2 594 335	6 952 517	6 952 517	5 948 510
Matières résiduelles	9	1 614 230	1 615 375		1 615 375	1 830 968	1 803 265
Autres	10	1 214 920	1 320 864	48 984	1 369 848	1 401 806	766 309
Santé et bien-être	11	114 075	54 697		54 697	54 697	93 895
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 157 340	1 126 148	6 872	1 133 020	1 133 020	1 060 023
Promotion et développement économique	13	1 224 605	1 234 027	63 594	1 297 621	1 151 121	835 159
Autres	14	871 155	680 897	524	681 421	681 421	737 680
Loisirs et culture	15	4 776 525	4 417 735	595 363	5 013 098	5 422 708	4 735 349
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 130 890	2 157 812		2 157 812	2 157 812	1 623 505
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	35 503 390	35 072 840	5 890 353	40 963 193	41 639 078	37 157 396
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 629 455	5 890 353 (	5 890 353)			
	21	41 132 845	40 963 193		40 963 193	41 639 078	37 157 396

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	3 385 751	7 328 398	72 161	7 400 559
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	18 618 002)(	19 195 782)(	122 307)(	19 318 089)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	46 390)(	49 480)(	) (	49 480)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	9 510 771	7 548 198		7 548 198
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	7 250 184	1 378 580	50 146	1 428 726
Excédent accumulé	6	1 581 739	4 134 526		4 134 526
	7	(321 698)	(6 183 958)	(72 161)	(6 256 119)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 064 053	1 144 440		1 144 440

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14